

## SRI VENKATARAMANA DEVARU & ORS. v. STATE OF MYSORE & ORS.

AIR 1958 SC 255 — [1958] SCR 895 — Civil Appeal No. 403 of 1956 — Cour suprême, 8 novembre 1957

---

### MÉTADONNÉES

**Intitulé exact :** Sri Venkataramana Devaru and Others v. The State of Mysore and Others

**Alias :** Venkataramana Devaru Case ; Moolky Temple Case

**Thème :** Liberté religieuse – entrée dans les temples – droits des dénominations religieuses

**Mots-clés :** Art. 25(2)(b) – ouverture des temples hindous publics à tous les hindous ; art. 26(b) – droit des confessions à gérer leurs affaires religieuses ; interprétation harmonique ; intouchabilité ; Gowda Saraswath Brahmins ; Madras Temple Entry Authorisation Act, 1947

---

### Résumé des faits :

Le temple Sri Venkataramana, situé dans le village de Mannampady (district de South Kanara, anciennement Madras, aujourd'hui Mysore), est un établissement religieux hindou ancestral géré par un conseil de fiduciaires (« *trustees* ») appartenant tous à la communauté des *Gowda Saraswath Brahmins*, en application d'un plan de gestion fixé par décision judiciaire en 1915 sous l'article 92 du Code de procédure civile. Le temple, fondé selon la tradition pour le bénéfice exclusif de cette communauté, est dédié au dieu Venkataramana et réputé pour sa sainteté.

Le *Madras Temple Entry Authorisation Act* de 1947 – adopté pour mettre fin à l'exclusion des Harijans (intouchables) des temples hindous publics – est déclaré applicable au temple par le gouvernement de Madras. Les administrateurs contestent cette décision, soutenant que le temple est une institution privée à caractère dénominationnel, relevant du droit de la communauté à gérer ses propres affaires religieuses garanti par l'article 26(b) de la Constitution, et que la loi de 1947 ne saurait primer sur ce droit.

Après un long parcours contentieux (Haute Cour de Madras, 1951 ; jugements de première instance et d'appel), l'affaire est portée devant la Cour suprême. Un banc constitutionnel de cinq juges rend un jugement unanime le 8 novembre 1957, rédigé par le juge Venkatarama Aiyar.

### Question(s) de droit :

Le temple Sri Venkataramana constitue-t-il un « temple public » au sens de l'article 2(2) du *Madras Temple Entry Authorisation Act* de 1947, et est-il soumis à ses dispositions ? Le droit d'une dénomination religieuse à gérer ses propres affaires en matière de religion, garanti par l'article 26(b), est-il subordonné à la loi adoptée en vertu de l'article 25(2)(b) ouvrant les temples hindous publics à toutes les classes et sections de l'hindouisme ? Comment concilier, par voie d'interprétation harmonique, ces deux droits fondamentaux potentiellement antagonistes ?

### Solution(s) :

La Cour suprême, à l'unanimité, confirme dans ses grandes lignes la décision de la Haute Cour d'appel et statue comme suit :

- Le temple Sri Venkataramana est bien un « temple » au sens de la loi de 1947 et un établissement **public** en ce qu'il est fréquenté par l'ensemble des hindous, nonobstant son caractère dénominationnel. Il relève donc des dispositions de la loi.
- L'article 25(2)(b), qui habilite l'État à légiférer pour l'ouverture des institutions religieuses hindoues publiques à toutes classes et sections de l'hindouisme, **prime sur** le droit d'une dénomination à gérer ses affaires religieuses au titre de l'article 26(b). L'article 26(b) doit être lu en tenant compte des limitations implicites imposées par l'article 25(2)(b).
- Toutefois, par application du **principe d'interprétation harmonique**, la Cour préserve les droits de la dénomination pour les cérémonies religieuses spécifiques dont la pratique exclusive par les *Gowda Saraswath Brahmins* est établie comme intégrante de leur foi. Pendant ces occasions définies, l'exclusion du grand public est constitutionnellement protégée par l'article 26(b). L'exclusion totale et permanente de tous les hindous autres que ceux de la confession spécifique est en revanche inconstitutionnelle.

### Principe(s) dégagé(s) :

La décision consacre la méthode de l'**interprétation harmonique** des articles 25 et 26 de la Constitution, en vue de concilier deux droits fondamentaux potentiellement antagonistes : d'un côté, le droit individuel de tout hindou à

entrer dans un temple public pour prier (art. 25(2)(b)) ; de l'autre, le droit d'une confession religieuse à gérer ses propres affaires en matière de religion (art. 26(b)).

La Cour pose que l'article 25(2)(b) – disposition à vocation sociale visant à éradiquer l'intouchabilité dans les lieux de culte – constitue une **exception implicite aux droits dénominationnels** de l'article 26(b). Là où les deux droits coexistent, l'article 25(2)(b) l'emporte pour l'accès général au temple, tandis que l'article 26(b) préserve à la dénomination le droit exclusif sur ses cérémonies propres. La solution opère ainsi une délimitation fonctionnelle des deux articles.

---

\* \* \*

#### Citation(s) importante(s) :

- **Venkatarama Aiyar J. (pour la Cour) :** « *The substantial question of law which arises for decision in this appeal is whether the right of a religious denomination to manage its own affairs in matters of religion guaranteed under Art. 26(b) is subject to, and can be controlled by, a law protected by Art. 25(2)(b), throwing open a Hindu public temple to all classes and sections of Hindus* ».
- **Venkatarama Aiyar J. :** « *The decree passed by the High Court strikes a just balance between the rights of the Hindu public under Art. 25(2)(b) and those of the denomination of the appellants under Art. 26(b) and is not open to objection* ».
- **Venkatarama Aiyar J. :** Un temple dénominationnel qui est également un établissement public reste soumis à la loi adoptée en vertu de l'art. 25(2)(b), car « *Art. 26(b) must be read subject to Art. 25(2)(b)* ».

---

\* \* \*

#### Postérité :

- La décision a posé le cadre de référence pour tous les litiges ultérieurs sur le droit d'entrée dans les temples hindous et l'étendue du droit des dénominations. Elle a été fréquemment citée dans les contentieux relatifs aux grandes questions de laïcité et de réforme sociale des institutions religieuses en Inde.
- La distinction entre « affaires essentielles de la religion » (protégées par l'art. 26(b)) et les pratiques accessibles au public a été approfondie dans *Commissioner, Hindu Religious Endowments v. Lakshmindra Thirtha Swamiar of Shirur Mutt* (AIR 1954 SC 282), où la Cour a défini le test des « pratiques religieuses essentielles » (*essential religious practices*) comme critère de protection sous l'art. 26(b).
- La question de l'accès aux temples hindous a connu un regain d'actualité avec l'affaire *Indian Young Lawyers Association v. State of Kerala* (2018), relative à l'entrée des femmes au temple de Sabarimala, où la Cour suprême a à nouveau dû arbitrer entre les droits individuels des femmes (art. 25(1)) et les droits de la dénomination (art. 26(b)), en s'appuyant largement sur la jurisprudence *Venkataramana Devaru*.
- La méthode de l'interprétation harmonique des droits fondamentaux, développée dans cet arrêt, est devenue un outil général du contrôle de constitutionnalité indien, appliqué bien au-delà du seul contentieux religieux.

---

\* \* \*

#### Références extérieures :

- GALANTER, Marc, « Hinduism, Secularism and the Indian Judiciary », *Philosophy East and West*, vol. 21, n° 4, 1971, pp. 467-487.
- JACOBSOHN, Gary J., *The Wheel of Law: India's Secularism in Comparative Constitutional Context*, Princeton University Press, 2003, pp. 82-114.
- JAIN, M.P., *Indian Constitutional Law*, 8<sup>e</sup> éd., LexisNexis, Nagpur, 2018, pp. 1115-1155.
- MAHMOOD, Tahir, « Uniform Civil Code and Reform of Hindu Law », *Journal of the Indian Law Institute*, vol. 18, n° 4, 1976, pp. 557-592.

- SMITH, Donald E., *India as a Secular State*, Princeton University Press, 1963, pp. 200-232.

---

© Chaire Droit public et politique comparés (copie, distribution et communication par tous moyens et sous tous formats, sous réserve de crédit et sans modification ; aucune utilisation commerciale autorisée)